

**Art. 2.** Les articles 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 11 juin 2021 portant exécution des articles 4 et 9 de l'Arrêté du Gouvernement flamand du 2 octobre 2015 relatif à l'aide aux investissements non productifs et au développement de petites exploitations agricoles entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 14 janvier 2022.

La Ministre flamande de l'Economie, de l'Innovation, du Travail, de l'Economie sociale et de l'Agriculture,  
H. CREVITS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2021/43491]

#### 9 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition de la Commission de promotion de la santé à l'école ainsi que les jetons de présence et les indemnités de déplacement de ses membres

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20 ;

Vu le décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités, articles 32, § 5, et 33, §§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4, 5 et 8 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 février 2002 relatif à la commission de promotion de la santé à l'école ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 février 2002 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de promotion de la santé à l'école ;

Vu le « test genre » du 22 avril 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mai 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 juin 2021 ;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone en date du 28 juin 2021 ;

Vu l'avis de la Commission de Promotion de la Santé à l'École donné le 16 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Conseil d'avis de l'Office de la naissance et de l'enfance donné le 23 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la naissance et de l'enfance donné le 25 août 2021 ;

Vu l'avis n° 70.286/2 du Conseil d'État donné le 9 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>.** La Commission de promotion de la santé à l'école, ci-après dénommée « la commission » est composée des membres suivants :

1<sup>o</sup> trois membres issus des fédérations ou associations de pouvoirs organisateurs des services visés à l'article 1<sup>er</sup>, 17<sup>o</sup>, du décret du 14 mars 2019 choisis sur une liste double de candidats présentée par chaque fédération ou association ;

2<sup>o</sup> un membre d'un centre psycho-médico-social organisé par Wallonie Bruxelles Enseignement, dont les missions sont définies à l'article 6 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux et qui exerce également les missions prévues par le décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités au bénéfice des établissements scolaires, des hautes écoles et des écoles supérieures des arts organisés par la Communauté française, choisi sur une liste double de candidats présentée par Wallonie Bruxelles Enseignement ;

3<sup>o</sup> deux médecins travaillant dans le secteur de la promotion de la santé à l'école choisis sur une liste double de candidats présentée par chaque fédération représentative de ce personnel ;

4<sup>o</sup> deux membres du personnel infirmier travaillant dans la promotion de la santé à l'école choisis sur une liste double de candidats présentée par chaque fédération représentative de ce personnel ;

5<sup>o</sup> un membre du conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux choisi sur une liste double de candidats présentée par ce conseil ;

6<sup>o</sup> un membre issu de Wallonie Bruxelles Enseignement choisi sur une liste double de candidats présentée par ce dernier ;

7<sup>o</sup> un membre issu des fédérations de pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française choisi sur une liste double de candidats présentée par chaque fédération ;

8<sup>o</sup> un membre issu des fédérations de pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française choisi sur une liste double de candidats présentée par chaque fédération ;

9<sup>o</sup> deux membres représentant les fédérations d'associations de parents, l'un choisi sur une liste double de candidats présentée par la Fédération des Associations de Parents d'Elèves de l'Enseignement Officiel, l'autre sur une liste double de candidats présentée par l'Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique ;

10<sup>o</sup> deux représentants d'organismes de promotion de la santé actifs auprès des enfants et des jeunes choisis sur une liste double proposée par chacune des Fédérations wallonne et bruxelloise de Promotion de la Santé ;

11<sup>o</sup> un représentant de la Commission de la santé du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune présenté par le président de la commission ;

12° un représentant de la section Promotion de la santé du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé présenté par le président de la section ;

13° un représentant de la Commission wallonne de la santé présenté par le président de la commission ;

14° un représentant désigné par chaque ministre ayant dans ses attributions une ou plusieurs des compétences suivantes : la promotion de la santé à l'école, l'enseignement fondamental, secondaire ou spécialisé et les centres de formation et d'éducation en alternance conformément à l'article 33, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 14 mars 2019 ;

15° un représentant de l'O.N.E. présenté par l'administrateur général de l'O.N.E. conformément à l'article 33, § 5, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019 ;

16° un représentant de la Direction générale de l'enseignement obligatoire de l'administration générale de l'enseignement présenté par le fonctionnaire dirigeant de l'administration générale de l'enseignement conformément à l'article 33, § 5, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 11° à 16°, assistent aux réunions avec voix consultative.

§ 2. En cas de décès ou de démission d'un membre, son remplaçant est nommé par le Gouvernement selon la même procédure pour achever le mandat de son prédécesseur conformément à l'article 33, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 14 mars 2019.

§ 3. Conformément à l'article 33, § 9, du décret du 14 mars 2019, lorsqu'un avis mis à l'ordre du jour de la commission concerne la promotion de la santé dans les hautes écoles ou les écoles supérieures des arts, le président de la commission invite :

1° un représentant du Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions ;

2° un représentant de la Direction générale de l'enseignement supérieur, de l'enseignement tout au long de la vie et de la recherche scientifique ;

3° deux représentants des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, ont une voix consultative ; les membres au 3° ont une voix délibérative.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Il est alloué au président, au vice-président et aux membres de la commission qui siègent avec voix délibérative des jetons de présence de vingt-cinq euros par séance.

Les jetons de présence visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont portés à cinquante euros, lorsque la séance dure plus de quatre heures.

§ 2. Les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion. Cette indemnité est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 10 du ministère de la Communauté française.

Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en deuxième classe.

**Art. 3.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 février 2002 relatif à la commission de promotion de la santé à l'école est abrogé.

**Art. 4.** La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 2021.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/43491]

**9 DECEMBER 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie voor de gezondheidspromotie op school alsook het presentiegeld en de reiskosten van haar leden**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20 ;

Gelet op het decreet van 14 maart 2019 betreffende de bevordering van de gezondheid op scholen en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, de artikelen 32, § 5, en 33, §§ 1, eerste lid, 4, 5 en 8 ;

Gele top het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 februari 2002 betreffende de commissie voor de gezondheidspromotie op school ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 februari 2002 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor gezondheidspromotie op school ;

Gelet op de « gendertest » van 22 april 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 mei 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 juni 2021 ;

Gelet op het advies van het intra-Franstalig overlegorgaan van 28 juni 2021 ;

Gelet op het advies van de Commissie voor gezondheidspromotie op school, gegeven op 16 juli 2021 ;

Gelet op het advies van de Raad voor advies van de "Office de la naissance et de l'enfance", gegeven op 23 juli 2021 ;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office de la naissance et de l'enfance", gegeven op 25 augustus 2021 ;

Gelet op het advies nr. 70.286/2 van de Raad van State, gegeven op 9 november 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1. § 1.** De Commissie voor gezondheids promotie op school, hierna « de commissie » genoemd, is samengesteld uit de volgende leden :

1° drie leden afkomstig uit de federaties of verenigingen van de inrichtende machten van de diensten bedoeld in artikel 1, 17°, van het decreet van 14 maart 2019, gekozen op een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door elke federatie of vereniging ;

2° een lid afkomstig uit een psycho-medisch-sociaal centrum georganiseerd door Wallonie Bruxelles Enseignement, waarvan de opdrachten bepaald worden in artikel 6 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra en dat ook de opdrachten uitoefent zoals bedoeld in het decreet van 14 maart 2019 betreffende de bevordering van de gezondheid op scholen en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten ten voordele van de schoolinrichtingen, de hogescholen en de hogere kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door Wallonie Bruxelles Enseignement ;

3° twee artsen die in de sector van de gezondheids promotie op school werkzaam zijn, gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door elke representatieve federatie van dit personeel ;

4° twee leden uit het verpleegkundig personeel die in de sector van de gezondheids promotie op school werkzaam zijn, gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door elke representatieve federatie van dit personeel;

5° een lid van de Hoge Raad voor psycho-medisch, sociale centra, gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door deze raad ;

6° een lid afkomstig uit Wallonie Bruxelles Enseignement gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door deze laatste ;

7° een lid afkomstig uit de federaties van de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs, gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door elke federatie ;

8° een lid afkomstig uit de federaties van de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs, gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door elke federatie ;

9° twee leden die de federaties van ouderverenigingen vertegenwoordigen, één gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door de Federatie van ouderverenigingen van leerlingen van het officieel onderwijs, een ander gekozen uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door de « Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique » ;

10° twee vertegenwoordigers van instellingen voor gezondheids promotie die werkzaam zijn bij kinderen en jongeren gekozen uit een dubbele lijst voorgesteld door elke Waalse en Brusselse federatie voor Gezondheids promotie;

11° een vertegenwoordiger van de Gezondheidscommissie van de Adviesraad voor Gezondheid en hulpverlening aan personen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voorgedragen door de voorzitter van de commissie;

12° een vertegenwoordiger van de afdeling Gezondheids promotie van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor hulpverlening aan personen en gezondheid voorgedragen door de voorzitter van de afdeling;

13° een vertegenwoordiger van de Waalse Commissie voor gezondheid, voorgedragen door de voorzitter van de commissie ;

14° een voorzitter aangesteld door elke minister die belast is met één of meer volgende bevoegdheden : de gezondheids promotie op school, het basis-, secundair of gespecialiseerd onderwijs en de centra voor alternerend opleidings- en onderwijs, overeenkomstig artikel 33, § 5, eerste lid, van het decreet van 14 maart 2019 ;

15° een vertegenwoordiger van de O.N.E., voorgedragen door de administrateur-generaal van de O.N.E. overeenkomstig artikel 33, § 5, tweede lid, van het decreet van 14 maart 2019 ;

16° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs van het algemeen bestuur van het onderwijs voorgedragen door de leidend ambtenaar van het algemeen bestuur onderwijs overeenkomstig artikel 33, § 5, tweede lid, van het decreet van 14 maart 2019.

De leden bedoeld in het eerste lid, 11° tot 16°, wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij.

**§ 2.** In geval van overlijden of ontslag van een lid wordt zijn plaatsvervanger door de Regering benoemd volgens dezelfde procedure om het mandaat van zijn voorganger te voltooien overeenkomstig artikel 33, § 4, eerste lid van het decreet van 14 maart 2019.

**§ 3.** Overeenkomstig artikel 33, § 9, van het decreet van 14 maart 2019, wanneer een advies dat op de agenda van de commissie staat, betrekking heeft op de gezondheids promotie van hogescholen of hogere kunstscholen, nodigt de voorzitter van de commissie de volgende leden uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Hoger Onderwijs ;

2° een voorzitter van de Algemene Directie Hoger Onderwijs, Levenslang leren en Wetenschappelijk Onderzoek;

3° twee vertegenwoordigers van de representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, hebben een raadgevende stem ; de leden bedoeld in 3° zijn stemgerechtigd.

**Art. 2. § 1.** Er wordt aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de commissie die stemgerechtigd zijn, een presentiegeld van vijftientwintig euro per vergadering toegekend.

Het presentiegeld bedoeld in het eerste lid wordt tot vijftig euro verhoogd, wanneer de vergadering meer dan vier uur duurt.

**§ 2.** De personen bedoeld in paragraaf 1 krijgen een vergoeding van de reiskosten tussen hun woonplaats en de plaats van de vergadering. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig de geldende regelgeving voor de personeelsleden van rang 10 van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

Het maximumbedrag van de vergoeding stemt overeen met de kostprijs van een treinticket in de tweede klasse.

**Art. 3.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 februari 2002 betreffende de commissie voor de gezondheids promotie op school, wordt opgeheven.

**Art. 4.** De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 december 2021.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/22601]

**25 NOVEMBER 2021.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25/11/2021 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de regering

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 16 juli 1993, 10 juli 2003 en 27 maart 2006, de artikelen 68, 69 en 82;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de wetten van 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 27 maart 2006, de artikelen 36 en 38;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 2001, 29 november 2001, 30 maart, 15 juni, 13 juli en 19 oktober 2006, 19 juli 2007, 22 mei 2008, 22 december 2010, 1 en 30 juni 2011, 3 mei en 12 juli 2012, 7 maart, 18 juli en 5 september 2013, 7 mei 2015, 15 juni en 19 juli 2017, 1 maart 2018 en 28 mei 2020, artikel 5;

Overwegende dat de bedoeling van dit besluit is een delegering van bevoegdheden toe te kennen aan het regeringslid dat belast is met het grondbeleid;

Gelet op de gelijkkansentest van 16 maart 2021, verricht in toepassing van artikel 2 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, verlengd met 15 dagen, die op 20 juli 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

Op de voordracht van de minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie van het Imago van Brussel en Biculturele Zaken van Gewestelijk Belang;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 5 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, wordt aangevuld met de bepalingen onder 37°, luidende:

“37° een delegatie wordt verleend aan de minister belast met het grondbeleid, voor de aankoop van onroerende goederen indien de prijs niet hoger is dan 2 500 000 EUR.”.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/22601]

**25 NOVEMBRE 2021.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25/11/2021 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois des 16 juillet 1993, 10 juillet 2003 et 27 mars 2006, les articles 68, 69 et 82;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par les lois des 16 juillet 1993, 13 juillet 2001 et 27 mars 2006, les articles 36 et 38 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 16 mars 2001, 29 novembre 2001, 30 mars, 15 juin, 13 juillet et 19 octobre 2006, 19 juillet 2007, 22 mai 2008, 22 décembre 2010, 1<sup>er</sup> et 30 juin 2011, 3 mai et 12 juillet 2012, 7 mars, 18 juillet et 5 septembre 2013, 7 mai 2015, 15 juin et 19 juillet 2017, 1<sup>er</sup> mars 2018 et 28 mai 2020, l'article 5 ;

Considérant que le présent arrêté a pour objet de fixer un mécanisme de délégation de compétences au membre du Gouvernement chargé de la politique foncière ;

Vu le test d'égalité des chances du 16 mars 2021 exécuté en application de l'article 2 de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test égalité des chances ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, prorogé de 15 jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du biculturel d'intérêt régional,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Cet arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, un point 37° est introduit et rédigé comme suit :

« une délégation est accordée au Ministre en charge de la politique foncière pour l'acquisition des biens immobiliers lorsque le prix ne dépasse pas 2 500 000 EUR ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.